

Bucarest, le 13 février 2015

CONSEIL D'ETABLISSEMENT : ACTE n° 13

Nature de l'acte : ■ **Relatif à l'action éducatrice**
 ☐ **Relatif au fonctionnement de l'établissement**

Le Conseil d'Etablissement dans sa séance du 12 février 2015

- Vu le code de l'Education
- Vu les textes réglementaires de l'AEFE
- Vu les conclusions du Conseil d'école et/ou du Conseil du second degré
- Considérant que le quorum était atteint en début de séance

Compte tenu de l'objet de la délibération suivant :

Modification n°1 de l'actuel RI qui annule et remplace le - Point III - VIE SCOLAIRE

- **Sous-Partie DISCIPLINE GENERALE (téléphones portables)**

Aux usagers élèves ; au-delà des portiques d'entrée au Lycée, les appareils générateurs de son (téléphone portable, baladeur, casque, écouteurs, jeux électroniques, tablette numérique et tout autre appareil nomade...) doivent être strictement éteints et rangés (les modes avion ou silencieux sont interdits). Ces appareils ne seront ni utilisés, ni exposés à la vue, à l'intérieur des bâtiments, dans les cours de récréation, sur les stades sportifs et lors de toutes les activités pédagogiques (cours, 3C, trajets EPS, sorties scolaires, etc.) sous peine de confiscation temporaire.

A noter qu'une utilisation d'un de ces appareils pour enregistrer, pour filmer et diffuser des images sans autorisation et/ou portant atteinte à la dignité et au droit à disposer de leur image des personnes est une faute particulièrement grave.

Dans le strict cadre d'activités pédagogiques spécifiques et encadrées, l'utilisation d'un appareil nomade peut être autorisée par un personnel du Lycée.

En classe de 1^{ère} et de Terminale, l'utilisation pédagogique d'un ordinateur portable personnel en classe doit être soumise à l'autorisation de l'enseignant concerné.

Mesures en cas de manquement à la règle :

La première fois : confiscation temporaire de l'objet par tout personnel de l'établissement avec remise au(x) responsable(s) légal (légaux) sous 8 jours.

Récidives : confiscation temporaire de l'objet par tout personnel de l'établissement pour une durée pouvant aller jusqu'à 15 jours (2 semaines) avec « convocation » des parents pour une remise en mains propres. La récidive pourra donner lieu à des sanctions disciplinaires.

➤ Après avoir **délibéré** et considérant les résultats du vote :

21 **PRESENTS**

17 **VOTANTS**


16 **VOIX POUR**

1 **VOIX CONTRE**

0 **ABSTENTION**

Décide :

Proposition de modification du règlement intérieur, adoptée à l'unanimité.

Le Président du Conseil d'Établissement	Affichage, le 13 février 2015
<p data-bbox="352 797 512 824">Le Proviseur.</p>  <p data-bbox="336 1048 528 1075">Alain HOUILLE.</p>	